



LES JEUNES DANS LES PÉRIPHÉRIES:

Renforcer les évidences sur les contributions des jeunes à la paix dans la région des Grands Lacs

Coordinateur du projet: Raphael Nkurunziza

Chercheurs principaux:

Shadi Rouhshahbaz
Christian Cirhigiri Cito

Équipes nationales

YELI Burundi, Burundi

Chercheurs:

Bob Bonheur Bedetse
Ella Raïssa Nikuze
Franck Ngenzebuhoro

Coordonné par Divine Kabanyana

Youth Social Advocacy Team, Ouganda

Chercheurs:

Amuna Viviane
Jacob Nhial Bol Char
Luete Shem Henry

Coordonné par John Jal Dak

Peacebuilding Team, République démocratique du Congo

Chercheurs:

Chikuru Didier Magadju
Christophe Lubera Yves
Esther Soki Nyamulera

Coordonné par Kevin Mechack Sanvura

Réviseurs: Maarten van Bijnen et Jo Coenen

Mise en page et design: Nalaka Perera

Citation suggérée: UNOY Peacebuilders et Cordaid (2022), Les jeunes dans les périphéries : Renforcer les évidences sur les contributions des jeunes à la paix dans la région des Grands Lacs, La Haye



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Comme le souligne l'agenda Jeunesse, paix et sécurité (JPS), les jeunes sont des acteurs clés pour leur rôle fondamental dans la création et le maintien de sociétés pacifiques ainsi qu'à la transformation et à la prévention des conflits. La participation des jeunes et les partenariats entre les jeunes et les institutions ont une influence significative sur le développement et la sécurité des sociétés. Ces processus peuvent conduire à la prévention de la violence et à la protection des populations, tout en recréant et en renforçant les contrats sociaux entre les États et leurs citoyens. L'urgence d'un engagement multipartite pour la mise en œuvre de l'agenda JPS est d'une importance cruciale dans tous les contextes, mais de plus en plus dans les pays et contextes affectés par des conflits et des crises.

Les conflits persistent depuis plus de deux décennies dans la région des Grands Lacs (RGL) africains. Ils ont provoqué de l'instabilité sur tout le continent et ont été à la base de la mort de millions de personnes, du déplacement de milliers de personnes, du recrutement d'enfants soldats, de crimes de guerre, de violences sexuelles et basées sur le genre et d'autres atrocités. Les conflits dans la RGL sont causés et se poursuivent en raison de nombreux facteurs politiques, économiques et culturels interdépendants, ainsi que de problèmes de sécurité et de gouvernance. Les conflits remontent historiquement à la ruée vers l'Afrique, un processus postcolonial au cours duquel un découpage arbitraire des frontières a eu lieu et est devenu l'un des principaux défis de la construction des nations et des États sur le continent.

Une démarche moins connue pour analyser et résoudre les conflits dans cette région consiste à se concentrer sur la compréhension des frontières de ces pays en tant que zone centrale où les écosystèmes politiques et économiques sont créés et fonctionnent différemment du niveau de la capitale - ces zones sont appelées "zones frontalières". Ces zones frontalières sont très instables, négligées, sous-développées, divisées sur le plan ethnique et connues pour être au centre de réseaux militaires et économiques transfrontaliers informels. Les différents groupes de personnes qui vivent, connaissent et sont affectés par la situation complexe des zones frontalières sont essentiels aux processus de consolidation de la paix dans la région. Les jeunes sont les plus concernés, car ils sont appelés à façonner leur avenir. Comprendre leur rôle dans le processus de consolidation de la paix est donc important.



Cette étude vise à analyser le rôle et les efforts des jeunes dans la consolidation de la paix dans les zones frontalières de la République démocratique du Congo (RDC), du Burundi et de l'Ouganda.

Allant plus loin que les voies internationalement reconnues de la mise en œuvre de l'agenda JPS, telles que la participation à la prise de décision et aux processus politiques, cette recherche se concentre sur la création d'espaces formels et informels de construction de la paix par les jeunes dans les zones frontalières des pays mentionnés. Les zones frontalières offrent une perspective unique pour cette recherche car elles donnent accès à des tissus sociaux et à des compréhensions de différents contextes transfrontaliers que l'on ne trouve pas dans les cadres traditionnels ou institutionnels. Enfin, mener des recherches dans les zones frontalières est essentiel pour le changement de politique, car elles permettent d'accéder aux établissements informels et aux camps de réfugiés, des contextes qui sont souvent négligés dans les consultations générales.

Parmi les défis les plus cruciaux identifiés par les jeunes artisans de la paix, dans les zones frontalières de l'Ouganda, de la RDC et du Burundi figurent l'absence de dispositions de la part des institutions étatiques, comme l'éducation élémentaire ou les soins de santé, l'antagonisme de leur gouvernement, par exemple dans la sécurisation des régions frontalières et la marginalisation des groupes locaux, et l'ambivalence des organisations internationales dans le soutien des initiatives locales de consolidation de la paix.



RECOMMANDATIONS

Cette étude recense les différents acteurs opérant dans les zones frontalières de l'Ouganda, du Burundi et de la RDC : Les ONGI et les donateurs, les OSC et les initiatives menées par les jeunes, la communauté internationale (ONU), les autorités locales, les gouvernements des États et les organismes régionaux (comme l'Union africaine). Cette étude propose une série de recommandations à chaque acteur identifié et adapte chacune d'entre elles en fonction de l'expérience des jeunes artisans de la paix en Ouganda, au Burundi et en RDC.

Pour les organisations internationales et les donateurs, certaines des recommandations sont les suivantes : en Ouganda, investir dans la formation aux entreprises axées sur le marché afin de renforcer les moyens de subsistance des jeunes et des communautés, et envisager de fournir des bourses d'études pour développer le potentiel des jeunes marginalisés de la région ; au Burundi, investir dans des programmes axés sur le dialogue parents-enfants afin de gérer les conflits, ainsi que dans la création de centres professionnels et de systèmes d'entrepreneuriat pour soutenir le développement professionnel ; et en RDC, organiser des ateliers inclusifs et des formations sur le JPS adaptés aux groupes marginalisés dans la zone frontalière, et établir des canaux d'échange de communication active avec les activités de jeunesse sur le terrain afin qu'elles puissent étendre leur champ d'action, échanger des compétences, ou mieux rechercher des financements pour leur travail.

Pour les organisations de la société civile et les initiatives dirigées par des jeunes qui cherchent à opérer dans les zones frontalières, les recommandations sont les suivantes : en Ouganda, développer des projets qui peuvent bénéficier aux jeunes et impliquer les jeunes dans le processus de conception et de mise en œuvre des projets pour la durabilité et l'appropriation, et surtout, offrir un soutien en matière de santé mentale à ceux qui travaillent sur le terrain ; au Burundi, organiser des programmes de développement des capacités pour les jeunes actifs dans la société civile afin d'affiner leurs compétences en matière de planification et de gestion de projet pour la consolidation de la paix ; et en RDC, concevoir et proposer des projets à des donateurs potentiels réunissant des jeunes de divers horizons pour trouver des moments d'échange d'expériences et de connaissances.

“

Les jeunes sont porteurs d'opportunités pour aujourd'hui et pour demain ; ils doivent faire entendre leur voix et participer à tout ce qui est fait. Les parties prenantes devraient rencontrer les jeunes [et co-créditer des solutions] soit par du leadership, soit individuellement sur des choses à faire dans la communauté.

Jeune participante de l'Ouganda

”

REMERCIEMENTS

Nous adressons notre profonde gratitude à tous ceux dont les précieuses contributions et le soutien ont rendu cette recherche possible. L'accès aux communautés et aux contextes qui ont apporté des données riches et authentiques n'aurait pas été possible sans notre brillante équipe de jeunes chercheurs, Ella Raissa Nikuze, Bob Bonheur Bedetse et Franck Ngenzebuhoro de YELI Burundi, Amuna Vivian, Jacob Nhial Bol Char, Luata Shem Henry de Youth Social Advocacy Team en Ouganda, et Esther Soki Nyamulera, Christophe Lubera Yves et Chikuru Didier Magadju de Peacebuilding Team en RDC. Leurs organisations ont également facilité et ouvert la voie en matière d'obtention de permis, d'accès aux candidats et de coordination des efforts sur le terrain. Nous tenons à remercier tout particulièrement les coordinateurs nationaux Divine Kabanyana, John Jal Dak et Kevin Mechack Sanvura pour ce travail de titan.

Il n'aurait pas été possible de réunir ces équipes et d'assurer la liaison avec de multiples entités sans nos collègues du Secrétariat international de l'UNOY à La Haye. Eliška Jelínková, Freya Scharrelmann, Ludmila Dias Andrade, Raphael Nkurunziza, Bart Horeman, Joep Kies et Livio Liechti ont été essentiels à toutes les étapes du lancement et du développement du projet.

Nous remercions tout particulièrement Shadi Rouhshahbaz et Christian Cirhigiri Cito pour avoir élaboré et adapté une formation bilingue à la recherche menée par des jeunes, ainsi que pour avoir supervisé le processus de collecte de données et encadré les jeunes chercheurs au fil des mois en intégrant les riches enseignements tirés de leurs années de travail sur le terrain et en tant que chercheurs.

Aucune recherche ne peut se faire sans financement et aucun financement ne peut être obtenu sans confiance. Les efforts susmentionnés et les pages qui en portent les fruits ont été possibles avec le soutien financier et technique de Cordaid. Merci spécialement à Michael Warren et à Sabina Atzei dont les priorités ont toujours été le soutien, l'autonomisation et la protection des jeunes dans leur travail de construction de la paix. Merci aussi à Cordaid et à ses partenaires qui soutiennent de tout cœur la création d'un environnement propice à l'expression du potentiel des jeunes. Ce travail exemplaire et merveilleux permet de créer des partenariats intergénérationnels et multipartites.

ACRONYMES

AFDL	Alliance de Forces Démocratiques pour la Libération du Congo/ The Alliance of Democratic Forces for the Liberation of Congo-Zaire
CIRGL	Conférence internationale sur la région des Grands Lacs
FPS	Femmes, Paix et Sécurité
IEP	Institut pour l'économie et la paix
JPS	Jeunesse, paix et sécurité
L&L	Méthodologie Méthodologie d'écoute et d'apprentissage
PANs	Plans d'action nationaux
RCSNU	Résolution du Conseil de sécurité des Nations unies
RDC	République démocratique du Congo
RGL	Région des Grands Lacs
UE	Union Européenne
UN	Nations Unies
UNOY	United Network of Young Peacebuilders

INTRODUCTION

Depuis que le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la Résolution du Conseil de sécurité des Nations unies (RCSNU) 2250 en 2015, le programme Jeunesse, paix et sécurité (JPS) a préconisé la participation, l'inclusion, la protection et la représentation significatives des jeunes dans toutes les phases des processus de paix et de la prise de décision politique. Il a également appelé à des partenariats entre différents acteurs pour faire avancer ce processus. Parallèlement aux deux résolutions qui l'ont suivi (RCSNU 2419 et RCSNU 2535), l'agenda souligne l'action et les droits des jeunes pour prévenir, résoudre et transformer les conflits, ainsi que pour soutenir la paix et le développement dans le monde. L'agenda souligne l'importance des diverses expériences vécues, des opportunités, des défis et des besoins des jeunes dans différents contextes. L'Institut pour l'économie et la paix (IEP) a déclaré qu'en 2016, on estimait à 408 millions le nombre de jeunes (âgés de 15 à 29 ans) résidant dans des contextes touchés par un conflit armé ou une violence organisée. Cela signifie qu'au moins un jeune sur quatre est affecté par la violence ou les conflits armés d'une manière ou d'une autre.¹ La bonne mise en œuvre de cet agenda est cruciale pour la prévention de la violence et des conflits, la réduction de la polarisation politique et le maintien de la justice, de la paix et de sociétés cohésives où les populations s'épanouissent.

D'après l'étude Indépendante sur les Jeunes, la Paix et la Sécurité: *Les Absents de la Paix*, "dans un monde de plus en plus globalisé, marqué par des préoccupations omniprésentes concernant le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et la violence extrémiste, les perspectives sur la jeunesse sont encore déformées par des stéréotypes qui associent les jeunes à la violence, à la fois comme auteurs et comme victimes".² Les différentes formes de comportement violent des jeunes reflètent une variété de besoins non satisfaits. Ces besoins sont entre autres : le développement et les opportunités socio-économiques ; la bonne gouvernance, l'état de droit, la démocratie et les droits de l'homme ; la justice et la réconciliation ; l'exclusion des processus

décisionnels locaux et nationaux et le manque de représentation significative dans ces processus.³ Le rapport indépendant *Les Absents de la Paix* illustre les conséquences de ces stéréotypes en tant que manquements à apprécier et à exploiter de manière adéquate l'agence, la pratique créative et la résilience des jeunes - dont la plupart ne sont pas impliqués dans la violence et sont simplement désireux de poursuivre leur vie, et dont certains sont activement investis dans la création de sociétés plus pacifiques pour eux-mêmes et leurs communautés.⁴

La mise en œuvre de l'agenda JPS est une priorité au niveau régional sur le continent africain. Non seulement en raison du nombre de crises et de conflits en cours, mais aussi parce que les jeunes sont à la fois le présent et l'avenir des nations. Cette importance a été reconnue et traitée dans un certain nombre d'instruments politiques à travers le continent. Au niveau régional, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a demandé à ses États membres de développer des plans d'action nationaux (PAN), en fixant comme objectif que 25 % des États membres développent "des PAN sur l'agenda JPS dirigés et centrés sur les jeunes d'ici 2024, et 50 % d'ici 2029 dans le contexte de son cadre continental pour la jeunesse, la paix et la sécurité".⁵ Le Nigeria a été le premier pays à élaborer son PAN en 2021, suivi par la RDC et le Cameroun

Les jeunes participent aux efforts de paix et de sécurité de différentes manières et à travers différents espaces, y compris les espaces institutionnels ou formels de prise de décision ainsi que les espaces consultatifs et alternatifs non institutionnalisés. Toutes les contributions sont précieuses, se renforcent souvent les unes les autres et adoptent des formes hybrides dans la pratique. Par exemple, une campagne publique pour la paix peut soutenir efficacement la poursuite des activités de consolidation de la paix, comme les campagnes des organisations locales dirigées par des jeunes qui sont membres de la coalition JPS de la RDC, dont l'objectif est de promouvoir l'agenda JPS en République démocratique du Congo par le développement d'un plan d'action national.⁶

1 Hagerty, Talia. Data for Youth, Peace and Security: A summary of research findings from the Institute for Economics & Peace (September 2017), 2 (Hagerty, Talia. Données pour Les jeunes, la paix et la sécurité. Un résumé des résultats de recherche de l'Institut pour l'économie & la paix (Septembre 2017), 2.): https://www.youth4peace.info/system/files/2018-04/16.%20TP_Youth%20affected%20by%20violent%20conflict_IEP.pdf

2 Simpson, Graeme. The Missing Peace: Independent Progress Study on Youth, Peace and Security (2018), 17 (Simpson, Graeme. L'Étude Indépendante sur les Jeunes, la Paix et la Sécurité: Les Absents de la Paix (2018), 17): <https://www.youth4peace.info/system/files/2018-10/youth-web-english.pdf>

3 Pour plus d'informations, voir Ismail, Olawale & Olonisakin, Funmi (2018) 'Evaluation of Policy and Research Evidence on Youth Vulnerability and Exclusion and Violence in Africa', IDRC, Kenya/Canada. (Ismail, Olawale & Olonisakin, Funmi (2018) "Évaluation des preuves politiques et de recherche sur la vulnérabilité et l'exclusion des jeunes et Violence in Africa", IDRC, Kenya/Canada. Voir aussi, Ismail, Olawale & Alao, C. (2007) "Youth in the Interface of Development and Security" («Les jeunes à l'interface du développement et de la sécurité») Journal of Conflict, Sécurité et développement, Vol. 7, n° 1 (avril 2007), 3-26.

4 Simpson, Graeme. The Missing Peace (Les Absents de la Paix), 17.

5 African Union Commission. Continental Framework for Youth, Peace and Security (Commission de l'Union Africaine. Cadre continental sur l'agenda Les jeunes, la paix et la sécurité) (2020): <https://au.int/en/documents/20200821/continental-framework-youth-peace-and-security>

6 Pour plus d'information, voir aussi le rapport annuel YFPDRC 2021 - YOUTH FOR PEACE RDC Plateforme des organisations des jeunes oeuvrant pour la paix en RDC

MÉTHODOLOGIE

Cette recherche a recueilli des données dans les zones frontalières du Burundi, de la RDC et de l'Ouganda en utilisant la méthodologie Listening and Learning (L&L), une méthodologie qualitative dirigée par des jeunes et ancrée dans la Youth Participatory Action Research⁷ développé par Search for Common Ground.⁸ Cette méthodologie a été jugée adaptée à ce projet de recherche en raison de l'accent qu'elle met sur la connexion entre les individus, la confiance, l'écoute active et l'inclusivité. Il s'agit d'une méthode accessible qui encourage la connexion entre les acteurs et l'autonomisation des jeunes acteurs par leur participation aux dialogues locaux. Cette méthodologie permet non seulement de recueillir des données qualitatives dans des communautés autrement marginalisées, mais elle encourage le développement de compétences et le leadership parmi les jeunes artisans de la paix de la région qui s'engagent avec les communautés locales dans leur recherche sur la consolidation de la paix.

L'approche L&L permet aux jeunes chercheurs d'acquérir les compétences nécessaires pour transformer l'art de la conversation en un processus d'enquête rigoureux, facilement adaptable aux contextes locaux, en particulier dans les cultures à forte tradition orale. De cette manière, les participants se sentent moins interrogés et sont plus susceptibles de s'engager dans le processus de recherche. L&L permet également aux jeunes de diriger un processus, de se l'approprier et de l'adapter à d'autres projets et contextes. Il met l'accent sur le développement des connaissances, des compétences et des capacités des jeunes à devenir des experts sur les questions qui leur tiennent à cœur, et catalyse le changement systémique en collaboration avec leurs pairs et les adultes qui les soutiennent. Enfin, ce type de recherche s'appuie sur le capital social⁹ des jeunes. Elle jette les bases de la mise en réseau et des futures initiatives communautaires, et accroît "le potentiel des individus à obtenir des avantages et à inventer des solutions aux problèmes grâce à leur appartenance à des réseaux sociaux".¹⁰

Les avantages de L&L : prévenir la fatigue dans la recherche

L'approche L&L permet de lutter contre la fatigue de la recherche, que les rédacteurs de ce rapport considèrent

comme un défi potentiel. Les rencontres de recherche ne sont pas seulement négociées et gérées par les chercheurs, mais aussi activement négociées, gérées et vécues par ceux qui acceptent d'être impliqués et qui ont leurs propres perceptions de l'engagement. La fatigue de la recherche peut survenir lorsque les individus et les groupes se lassent de s'engager dans la recherche. Cette lassitude se caractérise par une réticence à poursuivre l'engagement dans un projet existant ou dans une recherche ultérieure. En effet, l'expérience d'un engagement antérieur commence à faire obstacle à un engagement futur. Cela se produit généralement dans deux contextes : premièrement, dans les projets qui exigent une participation dans le temps et, deuxièmement, dans les groupes de recherche où les demandes de participation sont courantes - par exemple, dans les régions où les groupes de recherche sont limités ou "difficiles à atteindre". Cela conduit à ce que quelques groupes soient consultés à plusieurs reprises sans aucun retour sur la manière dont leur participation peut changer leur situation de manière significative. Il est également regrettable que, dans certains cas, la valeur des voix des participants et des données qu'ils fournissent ne soit pas appréciée de manière représentative et reste non créditée.

Si des expériences similaires se répètent chez un certain nombre d'individus et de projets, la lassitude à l'égard de la recherche peut également donner à penser que des groupes d'intérêt particuliers font l'objet de "recherches excessives". En effet, de telles affirmations sont l'expression manifeste par les communautés qu'elles sont fatiguées de participer et qu'elles n'accordent plus de valeur à l'expérience ou à l'un de ses résultats associés.

Pour surmonter les défis susmentionnés, la méthodologie L&L tente de combler les lacunes de plusieurs manières. En raison de sa nature conversationnelle, elle contourne délibérément les défis posés par les sujets épuisés par les recherches précédentes. L&L mène les entretiens de manière plus conversationnelle, plutôt que comme un processus de collecte de données unilatéral où les répondants partagent des informations personnelles sous forme de questions-réponses. L'accent est mis sur l'échange d'expériences et le partage des vulnérabilités entre les enquêteurs et les répondants, ce qui permet d'obtenir des données, des points de vue, des expériences, des émotions et des détails plus intimes - des données qui seraient autrement laissées de côté.

7 Cette méthodologie est utilisée pour enquêter sur des sujets sociaux significatifs, participer à des recherches pour comprendre les causes profondes des problèmes qui ont un impact direct sur eux. Ils agissent ensuite pour influencer les politiques en diffusant leurs conclusions auprès des décideurs et des parties prenantes. Il encourage la participation des jeunes l'engagement des jeunes dans leurs communautés et le développement de leurs compétences en matière de leadership. La recherche-action participative des jeunes (YPAR) est un outil permettant d'accroître la participation des jeunes à l'organisation des mouvements sociaux. Youth Participatory Action Research (YPAR) est un outil permettant d'accroître la participation des jeunes à l'organisation de mouvements sociaux, qui peut générer un enthousiasme renouvelé pour le changement social et créer de nouvelles opportunités de leadership pour les jeunes. <http://cyber.law.harvard.edu/sites/cyber.law.harvard.edu/files/KBWPParticipatoryActionResearch2012.pdf>

8 Pour en savoir plus: <https://www.sfcg.org/youth-led-research/>

9 La théorie du capital social (TSC) a été définie pour la première fois par Bourdieu (1985) comme "l'ensemble des ressources réelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées de connaissance ou de reconnaissance mutuelle".

10 Poteyeva, M. "social capital" (capital social). Encyclopaedia Britannica, December 17, 2018. <https://www.britannica.com/topic/social-capital>.

Au cours de la méthodologie L&L, l'équipe de recherche a accès au contexte de la recherche et tente de rencontrer les participants à la recherche à l'heure et à l'endroit qui leur conviennent. Cette démarche a pour but de réduire les coûts et le temps nécessaires à la réalisation de la recherche. La dynamique du pouvoir entre les participants et les chercheurs est rendue égale. En faisant appel à des chercheurs locaux, L&L limite la méfiance et les notions hiérarchiques et coloniales, car les participants considèrent les chercheurs comme l'un des leurs, et non comme des étrangers. Le fait que ce type de recherche soit généralement entrepris par des chercheurs qui sont des leaders communautaires et des acteurs du changement peut contribuer à dissiper les doutes et à encourager le partage d'informations afin de stimuler la transformation.

Processus de recherche

Cette recherche a été menée dans le cadre d'un processus sensible au genre, ce qui signifie qu'elle a pris en compte le genre des participants comme une variable significative dans les données collectées. En pratique, elle a approfondi les structures de pouvoir en place et les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes à des âges différents afin de pouvoir extraire des expériences, des points de vue et des défis différents et, ainsi, créer une valeur égale.

En RDC, les jeunes chercheurs ont interrogé 145 participants à Bunagana (à la frontière avec l'Ouganda), Uvira (à la frontière avec le Burundi) et Bukavu (à la frontière avec le Rwanda). L'âge des participants variait entre 18 et 35 ans. En Ouganda, la recherche a porté sur sept zones de la colonie de réfugiés de Rhino Camp, où vivent 125 000 réfugiés du Sud-Soudan, du Soudan, de la République démocratique du Congo, du Rwanda, du Kenya et du Burundi. Les jeunes représentent environ 70 % de la population du camp. Dans les colonies, les jeunes chercheurs ont interviewé 124 personnes. Au Burundi, les chercheurs ont atteint 142 participants, soit 108 jeunes et 34 représentants d'institutions allant des entités de l'administration locale à la sécurité, en passant par les groupes religieux et les dirigeants communautaires. Dans la région de Mutimbuzi, ils ont atteint les quatre zones de Rubirizi, Maramvya, Gatumba, et Rukaramu avec deux groupes de discussion de 12 personnes par région, et 15 personnes dans la région de Gihanga (Annexe 1).

CONTEXTE

Conflits dans la région des Grands Lacs

Depuis les années 1990, les pays de la région des Grands Lacs africains sont liés par un complexe de plus en plus régionalisé, transnational et cyclique de conflits violents, de déplacements massifs et de fragilité des États. Les frictions entre le Burundi, la République démocratique du Congo (RDC) et l'Ouganda, ainsi que leur voisin le Rwanda, se sont traditionnellement manifestées de manière plus violente dans l'est de la RDC. En octobre 1996, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (ADFLC), un mouvement de coalition soutenu par les pays voisins, dont l'Angola, le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda, a mené la première guerre du Congo et a réussi à renverser la dictature de Mobutu, en place depuis 32 ans, en 1997. Peu après sa prise de pouvoir, Laurent-Désiré Kabila, le porte-parole des ADFLC, a opté pour un style de gouvernance strict qui a contrarié ses alliés étrangers engagés dans le trafic illégal de minerais, dont l'or, les diamants et le coltan, entre autres. Alors que les tensions entre les ADFLC et leurs alliés s'intensifiaient, le président Laurent Kabila a coupé les ponts avec les troupes rwandaises et Ougandaises en juillet 1998. L'effet immédiat de cette rupture des relations a été la reprise des hostilités dans les provinces du Kivu. Après une impasse militaire, un processus de paix a été lancé mais s'est rapidement enlisé en raison d'une suspicion accrue et d'un manque de volonté politique de la part de toutes les parties. Le Rwanda et l'Ouganda ont tous deux soutenu des rébellions ultérieures en RDC, et les combattants étrangers sont revenus s'incruster dans les conflits locaux jusqu'aux élections de 2018 en RDC.¹¹

Le contexte géopolitique dans les Grands Lacs reste en mutation. Au Burundi, le pouvoir a été transféré en 2020 du président de longue date Pierre Nkurunziza à Évariste Ndayishimiye, tous deux issus du même parti politique ethniquement hutu, sans violence ni troubles significatifs. En RDC, le président Félix Tshisekedi a du mal à consolider le pouvoir au niveau central, tandis que la violence dans les provinces orientales du pays continue de s'intensifier. Le président Ougandais Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 1986, est confronté à des défis internes croissants de la part d'une jeune génération qui se mobilise contre l'autoritarisme croissant. Les tensions entre les pays de la région s'intensifient ; le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda soutiendraient les insurgés basés dans l'est de la RDC. Le président rwandais Paul Kagame accuse le Burundi et l'Ouganda de soutenir les rebelles rwandais actifs au Nord et au Sud-Kivu ; en retour, le Burundi et l'Ouganda

11 Pour plus d'informations, voir: International Crisis Group. Averting Proxy Wars in the Eastern DR Congo and Great Lakes. Crisis Group Africa Briefing no 150 International Crisis Group. (Éviter les guerres par procuration dans l'est de la RD Congo et les Grands Lacs. Briefing Afrique de Crisis Group n°. 150) (January 2020): https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/b150-averting-proxy-wars_0.pdf.

affirment que le Rwanda soutient les rebelles burundais et Ougandais en RDC. Le Burundi et l'Ouganda affirment quant à eux que le Rwanda soutient les rebelles burundais et Ougandais en RDC. Tshisekedi a publiquement lancé des plans pour inviter ces pays en RDC afin de mener des opérations militaires conjointes contre les insurgés auxquels ils sont respectivement opposés. La militarisation ou la fermeture des frontières est devenue monnaie courante. Une nouvelle lutte par procuration pourrait déstabiliser davantage la RDC ou provoquer une crise de sécurité régionale de grande ampleur.¹²

On estime que les conflits prolongés en RDC ont causé la mort de plus de huit millions de personnes. La première vague de conflits au Congo, qui a débuté en septembre 1996 et s'est terminée en mai 1997, a été décrite comme une "guerre de libération" par l'Alliance de Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL). Cette guerre a mis fin à la dictature de Mobutu, qui avait duré 32 ans, et a vu Laurent Désiré Kabila accéder à la présidence. La deuxième phase a débuté en août 1998 et s'est achevée en avril 2003 avec la signature de l'Accord global et inclusif sur le dialogue intercongolais et la mise en place des institutions chargées de conduire la transition politique du pays - avec le président Joseph Kabila à la tête du gouvernement de transition. En 2006, enveloppée de résidus d'activités de milices principalement dans l'Est, la RDC a tenu ses premières élections démocratiques, qui ont maintenu le président Joseph Kabila à la tête du pays. Après 14 ans au pouvoir, caractérisés par une intensification des hostilités et de graves violations des droits de l'homme dans l'Est, ainsi que par un climat général d'oppression politique, le président Félix Antoine Tshisekedi est arrivé au pouvoir en janvier 2019.¹³

Données démographiques

Le Burundi, l'Ouganda et la République démocratique du Congo sont culturellement, linguistiquement, historiquement et politiquement distincts. Pourtant, ces trois pays sont caractérisés par des institutions peu réactives et non responsables qui échouent largement à assurer la sécurité, la justice et les services de base aux populations. Cette fragilité chronique est particulièrement évidente dans les zones frontalières de la région, des espaces périphériques qui tendent à devenir des sites de conflits transfrontaliers ou su-nationaux en raison de leur éloignement physique et de la faible présence de l'État.¹⁴ Les zones frontalières des Grands Lacs ont longtemps été synonymes de marginalisation économique, sociale et politique. Les niveaux élevés de

pauvreté sont bien ancrés dans les Grands Lacs (malgré l'existence de richesses en ressources naturelles et d'économies parmi les plus dynamiques du monde) et sont concentrés dans les zones frontalières. Pour la plupart des communautés, les opportunités sont limitées et les investissements publics et privés sont minimes. Le commerce transfrontalier représente une source vitale de revenus, mais la plupart des activités sont informelles et échappent à la réglementation de l'État. La faiblesse de l'appareil de sécurité de l'État est une cause souvent citée de la violence, mais les interventions maladroites de l'État, qui considère les zones frontalières à travers le prisme de la sécurisation, ont exacerbé l'instabilité et le sentiment de marginalisation locale. Les frontières et les zones frontalières environnantes sont de plus en plus militarisées.

La population des Grands Lacs connaît une croissance rapide et est jeune, l'âge médian variant de 16,3 ans en Ouganda à 17,3 ans au Burundi.¹⁵ La plupart des jeunes de la région sont soit au chômage, soit dans des emplois très précaires. L'effet du COVID-19 a mis en évidence cette fragilité, les jeunes perdant l'accès aux moyens de subsistance en raison des restrictions de mobilité et des lockdowns. Aucun des pays de la région ne crée d'emplois assez rapidement pour répondre à l'augmentation de la population active. En outre, les taux élevés d'exclusion économique peuvent accroître la vulnérabilité des jeunes à des moyens de subsistance illicites ou violents, en particulier dans les contextes frontaliers marqués par des griefs locaux. Les jeunes sont également largement exclus du pouvoir politique, avec un accès limité aux réseaux de patronage qui régissent l'accès aux rares services publics et aux loyers. En raison des normes de genre traditionnellement conservatrices et de l'exclusion systématique fondée sur le genre, les jeunes femmes sont très désavantagées dans les sociétés des Grands Lacs. Elles peinent à s'intégrer dans les marchés du travail et sont confrontées à une insécurité et une injustice généralisée en raison de la violence sexuelle et sexiste (VSBG) et de la discrimination légale. Dans l'ensemble, ces dispositifs d'exclusion érodent la volonté des jeunes de faire confiance à l'État et de coopérer avec lui, ce qui a des répercussions négatives sur le contrat social ainsi que sur la stabilité nationale et, par extension, régionale.

12 Idem.

13 Idem.

14 Voir, par exemple, Conciliation Resources 2018 (Ressources de conciliation 2018); OCDE 2015.

15 United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2020). World Population Ageing 2020 Highlights: Living arrangements of older persons (Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, Division de la population (2020). Faits marquants du vieillissement de la population mondiale en 2020 : Conditions de vie de personnes âgées): https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/undesa_pd-2020_world_population_ageing_highlights.pdf.

Les zones frontalières du Burundi, de l'Ouganda et de la RDC

Les jeunes des communautés frontalières sont confrontés à de multiples formes d'exclusion - l'une d'entre elles est l'exclusion structurelle et psychologique profondément ancrée dans la méfiance réciproque entre les jeunes et leurs gouvernements, qui est amplifiée par la périphéricité de leurs communautés. Ces défis sont particulièrement aigus pour les jeunes réfugiés et déplacés internes, qui sont largement concentrés dans les zones frontalières. Les Grands Lacs ont été l'un des principaux sites de déplacement dans le monde en 2020.¹⁶ Les camps de réfugiés et les établissements informels situés dans les zones frontalières de la région façonnent l'économie de manière significative en créant des opportunités de marché et en attirant des ressources humanitaires et de développement. Cependant, cela peut également déclencher une concurrence entre les personnes déplacées et les autres résidents, entraînant une dégradation de l'environnement et des changements dans les modes de subsistance. Une importante cohorte de jeunes des zones frontalières réclame de meilleurs services sociaux, des opportunités de subsistance et une participation à la gouvernance, ce à quoi la plupart des institutions de la région n'ont pas la capacité de répondre efficacement.

Les zones frontalières sont souvent instables, mais elles sont aussi le lieu où l'interdépendance régionale est la plus profonde et la plus visible. Les zones frontalières sont des lieux de rencontre entre des communautés divisées par les frontières nationales mais reliées par une mobilité transfrontalière régulière, des flux migratoires mixtes, des liens familiaux et identitaires, et la gestion de risques communs, tels que l'insécurité alimentaire, la dégradation de l'environnement et la vulnérabilité au changement climatique. La porosité des frontières de la région a longtemps permis aux communautés d'établir leurs moyens de subsistance indépendamment des démarcations internationales. Le commerce local et le pastoralisme reposent sur la circulation aisée des personnes et des biens à l'intérieur et à l'extérieur des frontières et continuent de s'appuyer fortement sur les affiliations ethniques transnationales. Il s'agit de zones à potentiel offrant des possibilités de renforcer la résilience partagée. Le renforcement de la stabilité et l'amélioration du bien-être des populations des zones frontalières, en particulier des jeunes, nécessitent une nouvelle approche qui ne soit pas limitée par les frontières internationales. Une infrastructure d'initiatives bilatérales, régionales et multilatérales s'est développée en réponse au besoin de collaboration. La Conférence internationale de la région des Grands Lacs (CIRGL), le Programme d'action régional pour la paix et la sécurité de la CIRGL et les mécanismes de coordination nationaux respectifs de l'Ouganda, du Burundi et de la RDC en sont les principaux acteurs.

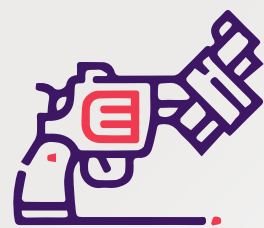
16 La RDC est la source de plus de 800 000 réfugiés dans les pays voisins, et le Burundi de quelque 330 000 réfugiés ; l'Ouganda accueille à lui seul 1,4 million de réfugiés, y compris du Burundi et de la RDC, ce qui en fait l'un des cinq premiers pays d'accueil au monde (HCR 2020). Les personnes déplacées en raison de la violence liée aux conflits représentent 5,5 millions de personnes en RDC, 32 000 en Ouganda et 23 000 au Burundi (IDMC 2020).



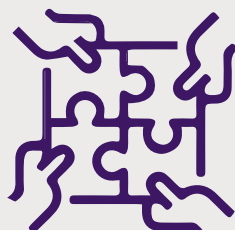
PARTICIPATION



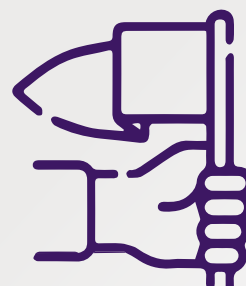
PROTECTION



PREVENTION



PARTENARIAT



DÉSENGAGEMENT & REINTEGRATION

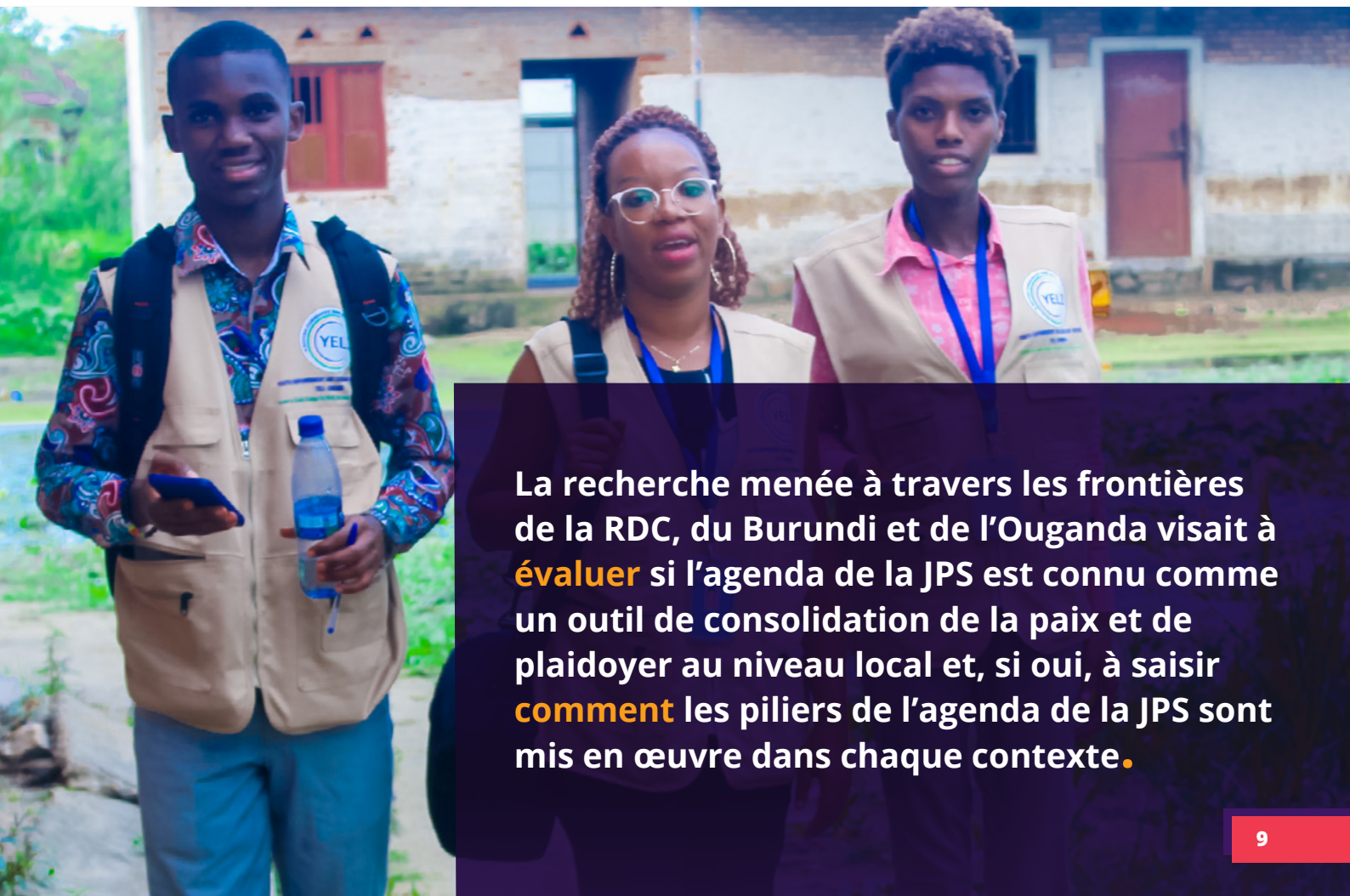
Résultats

Dans la CIRGL, la région des Grands Lacs est constituée de pays situés en Afrique orientale et centrale - à savoir le Rwanda, le Burundi, la RDC, l'Ouganda, la Tanzanie, la Zambie, la République démocratique du Congo (RDC), la République centrafricaine (RCA), le Sud-Soudan, le Kenya et le Soudan. Pour cette recherche, les données ont été collectées dans les zones frontalières du Burundi, de la RDC et de l'Ouganda. Avec une longue histoire de conflits entrecroisés dans la région, il est important d'examiner le contexte de chaque pays afin de mieux comprendre la signification des conclusions et des recommandations.

S'il existe de nettes différences dans les modalités de participation des jeunes aux processus de consolidation de la paix et dans les types de défis auxquels ils sont confrontés dans chacun des pays, il existe également des points communs pertinents pour la recherche. Par exemple, les jeunes des trois pays sont confrontés à un taux de chômage élevé et sont souvent vulnérables aux manipulations politiques, notamment en période d'élections. Dans les régions frontalières, les jeunes risquent d'être attirés par des entreprises illégales pour transporter des marchandises illicites, notamment des armes et des drogues. Cela conduit à la stigmatisation des jeunes comme étant des criminels, ce qui peut avoir des ramifications négatives dans les propositions politiques en réduisant l'attention nationale et régionale accordée

au soutien du développement de la jeunesse en général. Un autre point commun important partagé par les jeunes des trois pays est l'effet d'un patriarcat profondément ancré sur la dynamique entre les hommes et les femmes, même dans les initiatives de consolidation de la paix. Dans les trois pays, les femmes sont marginalisées dans les processus décisionnels et leurs contributions n'ont pas le même poids que celles des hommes. Une jeune femme interrogée au Burundi a fait remarquer que malgré son accès aux processus décisionnels locaux, elle était toujours ignorée par ses homologues masculins. Cependant, la recherche montre clairement que malgré tous les défis partagés, les jeunes de la région frontalière font preuve de résilience et s'engagent à contribuer à leur travail de consolidation de la paix.

Malgré les efforts déployés par les différentes parties prenantes, les innombrables contributions de la jeunesse africaine à la paix et à la sécurité sont encore, pour la plupart, invisibles, sous-estimées et non documentées, tandis que l'instigation de la violence par les jeunes a toujours été l'un des principaux points d'attention. La recherche menée à travers les frontières de la RDC, du Burundi et de l'Ouganda visait à évaluer si l'agenda de la JPS est connu comme un outil de consolidation de la paix et de plaidoyer au niveau local et, si oui, à saisir comment les piliers de l'agenda de la JPS sont mis en œuvre dans chaque contexte. Les questions de recherche sont énumérées à l'annexe 2.



La recherche menée à travers les frontières de la RDC, du Burundi et de l'Ouganda visait à **évaluer** si l'agenda de la JPS est connu comme un outil de consolidation de la paix et de plaidoyer au niveau local et, si oui, à saisir **comment** les piliers de l'agenda de la JPS sont mis en œuvre dans chaque contexte.



OUGANDA

Alors que les hostilités directes ont diminué suite à la signature d'un accord de cessation des hostilités entre le gouvernement de l'Ouganda et l'Armée de résistance du Seigneur en 2006, sous la médiation du gouvernement du Sud-Soudan, les tensions politiques et économiques de longue date en Ouganda imprègnent chaque couche de la société. Aggravant ce contexte fragile, les débordements de la guerre civile en cours au Soudan du Sud présentent de nouveaux défis pour l'harmonie sociale et la paix parmi les colonies de réfugiés Ougandais. Par exemple, le conflit de décembre 2013 au Soudan du Sud a opposé les jeunes les uns aux autres selon des lignes tribales, ce qui a entraîné une escalade de la guerre dans leurs zones de refuge dans les districts d'Adjumani, Moyo, Yumbe, Terego et Madi Okollo en Ouganda. Ces groupes de jeunes violents se sont affrontés à plusieurs reprises entre 2013 et 2021 en raison de la nature tribale du conflit au Soudan du Sud. Pire encore, des incidences de troubles frontaliers sont apparues entre Ougandais et Sud-Soudanais, et entre Congolais et Sud-Soudanais. En septembre 2014, un conflit a éclaté entre Sud-Soudanais et Ougandais dans les zones frontalières du comté de Kajokeji, au Soudan du Sud, et du district de Moyo, en Ouganda. En conséquence, plusieurs personnes ont perdu la vie et leurs biens, un plus grand nombre a enduré des blessures graves et des milliers ont abandonné leurs maisons.¹⁷

La recherche dans cette région visait particulièrement à comprendre les contributions des jeunes artisans de la paix Sud-Soudanais dans la médiation et la résolution de ces problèmes, étant donné leur rôle et leur accès aux différentes communautés dans ce contexte. L'équipe Ougandaise était composée de trois jeunes chercheurs basés dans des camps de réfugiés (une jeune femme et deux jeunes hommes).

Défis identifiés

Les principaux obstacles auxquels les jeunes sont confrontés lorsqu'ils s'engagent en faveur de la paix et de la sécurité en Ouganda, notamment dans les camps de réfugiés, sont les disparités politiques, les différences d'éducation, les ressources financières limitées et les diversités culturelles. Au sein de la population réfugiée

dans les colonies, de nombreux jeunes Sud-Soudanais nés pendant la lutte de libération n'ont jamais reçu d'éducation élémentaire, ce qui a eu un impact négatif sur leur absorption des stratégies générales et internationales qui favorisent la mise en œuvre de l'Agenda pour la paix et la sécurité des jeunes. Les ateliers traditionnels et les sessions de développement des capacités, même s'ils font appel à l'éducation non formelle, nécessitent souvent une alphabétisation de base. Sur le plan politique, les jeunes Sud-Soudanais sont enclins aux politiques tribales qui ne favorisent pas un programme national. Ainsi, ils soutiennent principalement les récits selon lesquels les tribus s'affrontent les unes les autres. Ces défis se limitent spécifiquement aux colonies de réfugiés en Ouganda qui accueillent de jeunes réfugiés Sud-Soudanais. Ils s'ajoutent aux obstacles que les jeunes partagent avec d'autres parties du continent africain, comme le chômage et l'accès limité aux processus décisionnels.

Dans les camps de réfugiés des zones frontalières du côté Ougandais, les piliers de la participation et des partenariats sont mis en œuvre avec le leadership des jeunes et la vision de la construction de communautés pacifiques et cohésives. Le pilier de la prévention est fortement et inégalement soutenu par les autorités et les institutions, qui encouragent les jeunes à mener des activités de prévention de la violence et à surveiller la radicalisation de leurs communautés.

En ce qui concerne la participation, l'étude a révélé qu'un effort notable est fait pour accroître la représentation inclusive des jeunes à différents niveaux de direction, ce qui constitue un tremplin pour leur implication dans la prise de décision. Dans les camps de réfugiés, des secrétaires aux affaires de la jeunesse ou des représentants de la jeunesse font partie des comités de protection des réfugiés qui supervisent le bien-être des personnes déplacées. Les jeunes, en particulier ceux issus du milieu des réfugiés, aspirent à participer à la prise de décision concernant la paix et la sécurité dans leur région ainsi qu'aux décisions nationales en prenant des positions politiques et en plaidant lors des célébrations de la journée de la jeunesse.

¹⁷ Leonardi, Cherry, and Santschi, Martina. Dividing Communities in South Sudan and Northern Uganda: Boundary disputes and land governance, Rift Valley Institute (RVI) (Leonardi, Cerise et Santschi, Martina. Diviser les communautés au Soudan du Sud et au nord de l'Ouganda : différends frontaliers et gouvernance foncière, vallée du Rift Institute (VRI)) (2016): <https://riftvalley.net/publication/dividing-communities-south-sudan-and-northern-uganda>.



Les gouvernements et les partenaires s'attachent à soutenir les initiatives locales de la jeunesse qui visent à prévenir et à résoudre les conflits en soutenant les activités de prévention de la violence et la promotion de la cohésion sociale. Les organisations dirigées par des réfugiés qui encouragent la coexistence pacifique sont soutenues par le gouvernement et diverses agences, ce qui rend les partenariats avec les jeunes réfugiés plus significativement traçables lorsqu'il s'agit de certains sujets. En outre, il existe d'autres voies importantes par lesquelles les besoins des jeunes déplacés, liés au rapatriement, à la réinstallation, à la réhabilitation, à la réintégration et à la reconstruction, sont évalués et intégrés dans la conception des projets.

En ce qui concerne la prévention, un résultat important de la recherche est que le bras du gouvernement chargé des réfugiés (le Bureau du Premier ministre) approuve les opérations des initiatives dirigées par les jeunes qui préviennent et/ou répondent aux actions violentes dans les colonies. Les populations qui ont échappé au conflit au Sud-Soudan sont toujours enfermées dans une vie suspecte caractérisée par des discours de haine et des groupements tribaux, comme le rapportent les entretiens. Notamment au sein de la communauté des réfugiés, le gouvernement soutient les efforts des partenaires dans la prévention de la violence par le biais de l'approche du développement social et économique en favorisant l'éducation des jeunes, en fournissant une formation professionnelle et des opportunités d'emploi pour les jeunes, et en promouvant l'esprit d'entreprise des jeunes et un engagement politique constructif. Dans le cadre des partenariats, les jeunes s'associent à d'autres jeunes, à des communautés locales et à des acteurs non gouvernementaux pour lutter contre la violence en concevant des initiatives conjointes de consolidation de la paix, telles que le Peace Jam.¹⁸

Cependant, comme on le voit souvent, la forte influence des institutions entrave souvent la capacité des jeunes à s'attaquer aux conditions et facteurs de prévention qui conduisent à la radicalisation vers la violence et l'extrémisme violent. Un participant de 35 ans du camp de réfugiés de Rhino Camp, qui est actif depuis longtemps

dans la société civile, a souligné la relation entre les jeunes et les institutions : "La contribution des jeunes à la paix et à la sécurité n'est [en fait] pas significative. La façon dont nous [les jeunes] rendons les hommes puissants et forts en Afrique et dans la région des Grands Lacs [fait qu'ils] ont toute la justice entre leurs mains. Pour nous, nous restons impuissants et sans aucune justice [...]. Si vous n'avez pas de pouvoir, vous n'avez pas de voix, ce qui signifie que vous allez être commandés et suivre les ordres. C'est ce qui se passe actuellement."

¹⁸ Pour plus d'informations sur Peace Jam, veuillez consulter: <https://greatlakespeace.org/projects/peace-jam-uganda-project/#:~:text=Award%2DWinning%20Education%20Program%20%26%20Conferences,of%20local%20and%20global%20problems>



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

En mai 2021, suite aux préoccupations croissantes en matière d'insécurité et aux violations flagrantes des droits de l'homme dues aux activités des milices dans l'est du Congo, le président de la RDC a déclaré l'état de siège dans les provinces d'Inure et du Nord-Kivu, le long de la frontière avec le Rwanda et l'Ouganda. Cette mesure visait à apporter une solution militaire définitive aux problèmes de paix dans la région. La récente reprise de l'insurrection du M23 a intensifié les tensions entre les gouvernements congolais et rwandais - ravivant de vieux sentiments de suspicion et de méfiance, en particulier à l'égard des jeunes d'origine rwandaise en RDC, qui pourraient être utilisés par des politiciens opportunistes pour alimenter de nouvelles violences parmi les jeunes à l'encontre des jeunes congolais d'origine rwandaise. Le conflit a également intensifié la crise humanitaire avec des milliers de familles déplacées vers l'Ouganda par la frontière de Bunagana. Les conditions de sécurité volatiles dans les régions frontalières des Grands Lacs sont un défi permanent pour la consolidation de la paix et la stabilité régionale et indiquent la nécessité d'impliquer de manière significative les jeunes dans ces régions, car ils sont les principales cibles des activités armées.

L'objectif principal de la recherche dans le contexte de la RDC était de comprendre le niveau de mise en œuvre de la RCSNU 2250 et d'autres politiques régionales qui font progresser la participation des jeunes dans les processus de consolidation de la paix. En outre, les chercheurs ont cherché à comprendre comment les jeunes sont impliqués

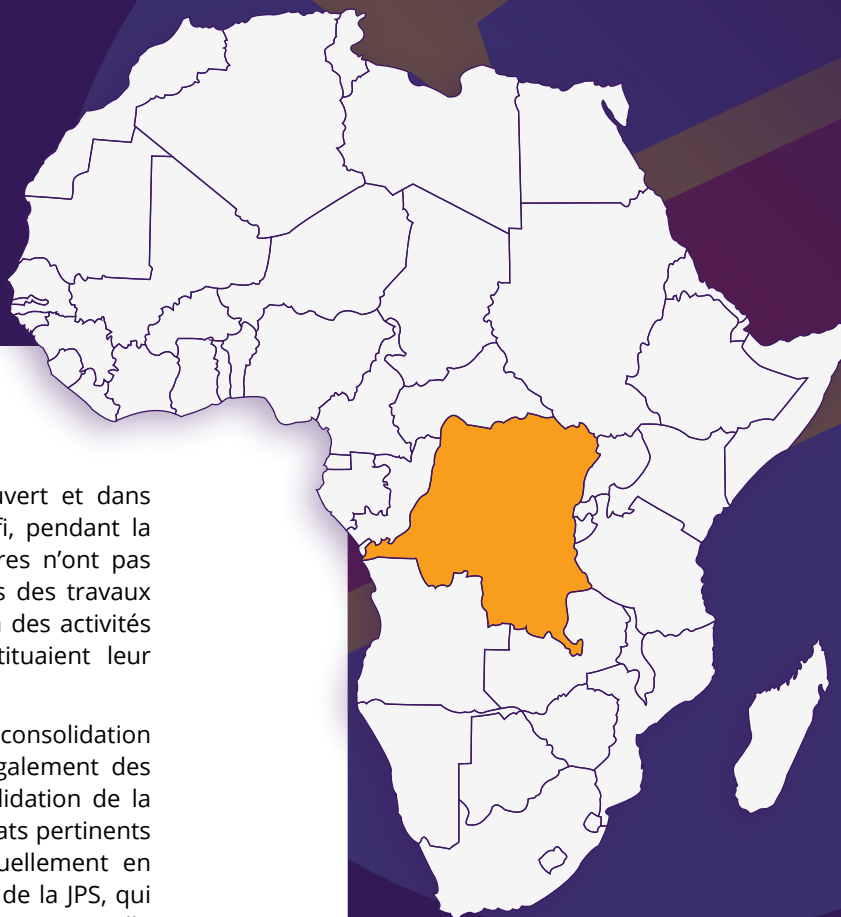
dans la résolution des conflits transfrontaliers à Bunagana (RDC-Ouganda) et Gatumba (RDC-Burundi). L'équipe de la RDC était composée de trois jeunes chercheurs (une jeune femme et deux jeunes hommes).

Défis identifiés

Les jeunes sont confrontés à plusieurs obstacles lorsqu'ils s'engagent en faveur de la paix et de la sécurité dans les régions frontalières, notamment le manque de soutien financier pour les initiatives de consolidation de la paix menées par les jeunes, l'insécurité, le chômage et l'absence de plan d'action national et de stratégies pour faire progresser la participation des jeunes aux processus de consolidation de la paix.

Les répondants ont également souligné que le manque de connaissances des jeunes sur l'agenda de la JPS limite la capacité des jeunes à l'utiliser comme cadre de plaidoyer pour demander un soutien national et régional important pour les efforts de consolidation de la paix menés par les jeunes dans les régions frontalières. Bien que plusieurs de ces défis soient applicables aux initiatives de consolidation de la paix menées par les jeunes dans d'autres contextes, la volatilité de la situation sécuritaire, aggravée par l'état de siège au Nord-Kivu, a créé un obstacle important à la participation des jeunes aux efforts de consolidation de la paix à Bunagana (frontière RDC-Ouganda). En raison des combats directs qui se déroulent dans cette zone, les jeunes risqueraient leur vie et leur intégrité physique s'ils choisissaient de participer à des activités de consolidation





de la paix qui se dérouleraient à feu ouvert et dans une atmosphère violente. Ajouté à ce défi, pendant la pandémie, les jeunes des zones frontalières n'ont pas pu traverser la frontière et s'engager dans des travaux de consolidation de la paix ou s'adonner à des activités commerciales transfrontalières, qui constituaient leur principale source de subsistance.

Si l'engagement des jeunes dans les efforts de consolidation de la paix présente des défis, il existe également des opportunités pour les initiatives de consolidation de la paix menées par les jeunes. L'un des résultats pertinents de la recherche est que la RDC est actuellement en train de développer un PAN pour l'agenda de la JPS, qui fournira une reconnaissance formelle et institutionnelle de la participation des jeunes aux efforts de consolidation de la paix. De plus, avec l'ouverture de la frontière entre le Burundi et la RDC après plusieurs mois de fermeture dans le cadre des efforts visant à freiner la propagation de la pandémie de COVID-19, les jeunes artisans de la paix sont en mesure de reprendre leurs activités, obtenant l'accès aux communautés transfrontalières pour la consultation.

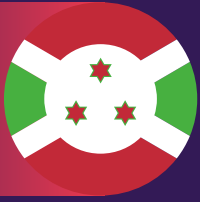
La prévention et la résolution des conflits sont plus durables lorsque les perspectives des jeunes sont privilégiées. Malheureusement, les jeunes artisans de la paix restent exclus du processus de prise de décision concernant la paix et la sécurité dans les régions frontalières. Pour être pertinent pour les jeunes des régions frontalières, les participants ont insisté sur le fait que la mise en œuvre de l'agenda de la JPS à travers le PAN en RDC devra favoriser une plus grande reconnaissance et inclusion par les acteurs politiques des jeunes artisans de la paix. dans la prise de décision concernant les régions frontalières. La recherche a également révélé qu'à ce jour, aucun des piliers de la JPS n'est mis en œuvre de manière adéquate dans la région frontalière. Les personnes interrogées à Bunagana ont noté qu'à l'exception d'un atelier de sensibilisation sur le programme de la JPS qui a été mené par une organisation locale appelée RESOLVEE, il n'y a pas eu d'autres efforts pour sensibiliser le public au programme de la JPS dans cette région frontalière. Par conséquent, la mise en œuvre de l'agenda dans cette région est encore embryonnaire et nécessite un soutien institutionnel pour se matérialiser - ce qui est également le cas dans la région de Gatumba, le long de la frontière avec le Burundi.



On dit souvent que sans paix, le développement est impossible. J'invite le gouvernement à assurer la sécurité et nous, les jeunes, nous mènerons nos différentes activités dans la paix.

Jeune participante de Chengerero, RDC





BURUNDI

Depuis son indépendance en 1962 de la colonie belge du Ruanda-Urundi, le Burundi a connu une vague de conflits violents en 1965, 1969, 1972, 1988, et de 1993 à 2003. Ces conflits politiques, largement motivés par des tensions ethniques, ont fait plus de 300 000 morts et déplacé plus d'un million de personnes entre 1993 et 2003. Non seulement ces cycles de violence ont décimé la cohésion sociale et la confiance entre les Burundais, mais ils ont également détruit l'économie et perpétué une culture de la violence dans la société. Après une période de relative stabilité politique et de croissance économique, les jeunes ont contribué à recoudre le tissu social par des initiatives de consolidation de la paix au niveau communal. Cependant, tout au long des différents épisodes des conflits au Burundi, les jeunes ont également été instrumentalisés par les politiciens pour inciter à la violence.

Les principales activités socio-économiques des jeunes dans cette région frontalière sont le petit commerce de nourriture et de vêtements et le grand commerce de bière et de sucre. Les liens familiaux unissent les communautés frontalières et les activités sociales transfrontalières, telles que les matchs de football, étaient monnaie courante avant la pandémie de COVID-19.

La recherche avait pour principal objectif de souligner et d'amplifier les contributions positives de la jeunesse burundaise à la consolidation de la paix dans la zone frontalière avec la RDC. Le travail a été mené par un groupe de trois jeunes chercheurs dans les provinces de Bubanza et Bujumbura, dans les communes de Gihanga et Mutimbuzi. L'équipe burundaise était composée de trois jeunes chercheurs (une jeune femme et deux jeunes hommes).

Défis identifiés

Parmi les principaux défis identifiés par les chercheurs comme entravant la participation des jeunes aux processus de consolidation de la paix dans les zones frontalières de la RDC figurent le taux de chômage élevé, la pauvreté et les stéréotypes négatifs, comme celui selon lequel les jeunes sont incapables de contribuer aux processus de paix. Les personnes interrogées ont souligné qu'en raison du manque d'opportunités d'emploi significatives, les jeunes des zones rurales migrent vers Bujumbura et d'autres traversent illégalement la RDC à la recherche d'opportunités d'emploi. Ces mobilités ont pour origine la recherche de moyens de subsistance pour les jeunes et leurs familles, elles peuvent donc devenir





une priorité par rapport à d'autres activités de consolidation de la paix ou de développement communautaire qui ne génèrent pas de revenus.

Repoussant les stéréotypes négatifs à l'encontre des jeunes, les personnes interrogées ont également souligné qu'ils sont des citoyens capables et peuvent contribuer de manière significative à la paix et au développement dans les régions frontalières s'ils sont suffisamment soutenus et formés. Le manque de capacités perçu par les jeunes se manifeste par une faible estime de soi, ce qui rend difficile pour eux de mener des initiatives de consolidation de la paix. L'absence d'un cadre institutionnel national qui soutienne la participation des jeunes au travail de consolidation de la paix, associée à la fragilité du contexte sécuritaire dans cette région frontalière, complique la participation des jeunes à la consolidation de la paix.

Les jeunes sont souvent victimes d'exclusion en raison de stéréotypes négatifs et de structures sociétales. Ils sont exclus de la participation aux organes décisionnels de la communauté car ils sont perçus comme incompetents par les aînés. Les jeunes artisans de la paix célibataires, en particulier, sont marginalisés en raison du patriarcat. En plus d'être marginalisés dans les processus de prise de décision, certains répondants ont également souligné que leurs zones sont également marginalisées et oubliées lorsqu'il s'agit de projets de développement, tels que la construction d'écoles et d'hôpitaux, ce qui pousse les jeunes à assurer leur survie par des activités illégales. Presque tous les répondants ont également mentionné qu'ils ne connaissaient pas la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies ni le programme de la JPS, ce qui est une caractéristique partagée par les participants à la recherche.

Malgré les défis de la participation des jeunes aux processus de consolidation de la paix, les personnes interrogées ont également mentionné les possibilités de contribuer à la consolidation de la paix et au développement dans les zones frontalières, notamment par le biais de coopératives de microcrédit et de sports gérés par les jeunes. De telles activités favorisent un sentiment de cohésion et de coexistence entre les différents groupes ethniques, et elles renforcent les relations de confiance entre les jeunes de manière organique.



Qu'ils nous fassent au moins confiance en nous nommant chefs de collines.

Participante de 27 ans originaire de Gatumba, Burundi



CONCLUSION

Les jeunes artisans de la paix de l'Ouganda, du Burundi et de la République démocratique du Congo ont des points communs malgré leurs différences de nationalités, d'ethnies, de communautés ou de modes de vie. L'insécurité qui règne dans les régions frontalières des Grands Lacs constitue un défi permanent pour la consolidation de la paix régionale, d'autant plus que ces régions sont privées d'attention institutionnelle, que ce soit de la part de leurs gouvernements nationaux ou des organismes internationaux. Les artisans de la paix locaux - notamment les jeunes qui constituent la majorité de la population dans de nombreuses régions et sont souvent directement touchés par la violence armée - se trouvent dans une situation unique qui justifie une action locale plus spécialisée.

Des transformations locales et nationales sont nécessaires pour surmonter les défis partagés par les jeunes artisans de la paix locaux dans cette recherche et au-delà, néanmoins, des entités telles que l'Union africaine, la CIRGL et les ONGI qui sont actives dans ces pays peuvent bénéficier grandement de la participation et du fort potentiel des jeunes des zones frontalières des Grands Lacs. La co-conception et la mise en œuvre transnationale de programmes transfrontaliers peuvent faciliter les échanges entre les jeunes et les autorités locales en créant des partenariats et des stratégies de prévention des conflits. Des opportunités similaires peuvent également être saisies par les institutions et les donateurs tels que l'ONU, l'UE, les différentes ambassades et les philanthropes pour se concentrer sur des mécanismes de financement flexibles et régionaux avec des flux prioritaires pour les groupes de candidats qui présentent un engagement significatif et une appropriation des organisations dirigées par des jeunes dans les zones frontalières.

Par ailleurs, vu la position stratégique des zones frontalières, avec ses propres vulnérabilités, il est d'autant plus crucial de maintenir une approche locale "do no harm" (ne pas nuire) en privilégiant la protection des jeunes, comme indiqué dans la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies. Vous trouverez dans la section suivante des recommandations spécifiques pour les différents acteurs investis dans la consolidation de la paix dans la région, qui sont le résultat des conclusions de ce document de recherche.



RECOMMANDATIONS - OUGANDA



ONGI / Donateurs	OSCs et initiatives menées par les jeunes	Communauté internationale / ONU
<p>Investir dans la formation aux entreprises axées sur le marché afin d'améliorer les moyens de subsistance des jeunes et des communautés.</p> <p>Créer, en collaboration avec les jeunes, des plateformes communautaires où ils peuvent plaider pour la paix lors de leurs forums.</p> <p>Offrir des bourses d'études aux jeunes marginalisés et financer des projets éducatifs pour promouvoir l'alphabétisation et l'acquisition de compétences en collaboration avec les autorités locales.</p> <p>Privilégier la santé mentale et la protection des jeunes dans l'ensemble de leurs projets et de leurs programmes.</p>	<p>Les partenaires peuvent fournir un soutien psychosocial aux jeunes pour promouvoir leur santé mentale.</p> <p>Sensibiliser la communauté en utilisant des supports d'information et de communication tels que des panneaux et des bannières portant des messages de paix, des radios ou des haut-parleurs pendant les trajets routiers.</p> <p>Développer des projets qui peuvent bénéficier aux jeunes et impliquer les jeunes dans le processus de conception et de mise en œuvre des projets pour en assurer la durabilité et l'appropriation.</p> <p>Se porter volontaire pour travailler ou aider lorsqu'il y a un problème de sécurité, comme des problèmes de vol ou de violence domestique, et assurer le suivi de ces cas..</p> <p>Créer des projets qui engagent les résidents d'une manière saine et qui luttent contre la toxicomanie, l'oisiveté et l'espoir.</p>	<p>Privilégier l'intervention sur les moyens de subsistance qui peuvent générer des revenus pour les jeunes et les impliquer pleinement dans toutes les étapes de la programmation.</p> <p>Sensibiliser davantage à la promotion de la paix, aux actions non violentes et à la résolution non violente des problèmes.</p>
Autorités locales des zones frontalières	Niveau national	Niveau régional / Afrique
<p>Permettre aux jeunes de rencontrer régulièrement les autorités locales pour résoudre les problèmes les concernant.</p> <p>Permettre aux jeunes d'obtenir des prêts pour créer des entreprises.</p> <p>Créer des dialogues communautaires entre les communautés pour aborder les questions de paix et de sécurité.</p> <p>Les autorités locales, telles que les conseils locaux (CL) et les conseils de bien-être des réfugiés (CSR), devraient travailler ensemble sur les questions de paix et de sécurité, en signe de collaboration pour une coexistence pacifique.</p>	<p>Créer des projets de consolidation de la paix au niveau national..</p> <p>En collaboration avec les OSC, sensibiliser au danger et aux conséquences des problèmes liés aux injustices structurelles, enracinées dans la discrimination et l'accès limité aux ressources.</p> <p>Apporter l'égalité des chances à tous les résidents, qu'ils soient immigrés ou citoyens.</p> <p>Offrir la formation nécessaire et des perspectives d'emploi à tous les résidents, en particulier aux jeunes des régions marginalisées.</p> <p>Créer des cadres juridiques pour prévenir l'augmentation des problèmes d'insécurité criminelle tout en favorisant le bien-être de la communauté.</p> <p>Soutenir et organiser l'éducation par les pairs sur la consolidation de la paix afin de promouvoir la paix et la sécurité.</p> <p>S'associer librement avec les habitants du pays pour les comprendre, y compris ce qui nécessite l'attention du gouvernement.</p> <p>Travailler avec les gens et les jeunes et non pas travailler pour les gens et les jeunes.</p>	<p>Les organismes régionaux peuvent explorer les possibilités de discussions de groupe où ils peuvent s'asseoir avec les jeunes et partager ou discuter ouvertement des problèmes qui affectent les jeunes, en particulier ceux des groupes marginalisés.</p> <p>Piloter une plateforme pour les jeunes réfugiés et les jeunes déplacés de la région de la CIRGL afin de discuter des questions transversales entre le déplacement et la paix et la sécurité.</p>

RECOMMANDATIONS - RDC



ONGI / Donateurs	OSCs et initiatives menées par les jeunes	Communauté internationale / ONU
<p>Encourager les actions et les initiatives des jeunes, y compris, mais sans s'y limiter, une communication active comprenant des réunions, des initiatives de leadership conjoint, des consultations, des partenariats, le suivi et le financement de leur travail.</p> <p>Donner aux jeunes les moyens nécessaires à leurs initiatives de construction de la paix et à la popularisation de l'agenda de la JPS dans toute la région.</p> <p>Organiser des ateliers et des formations sur la JPS et l'inclusion des jeunes impliquant toutes les communautés, y compris les plus marginalisées, afin qu'elles aient une connaissance approfondie de l'agenda de la JPS, en particulier dans les zones frontalières.</p>	<p>Concevoir et proposer aux donateurs potentiels des projets réunissant des jeunes d'horizons divers pour trouver des moments d'échange d'expériences et de connaissances.</p>	<p>Mettre en place les moyens nécessaires à la promotion de la résolution 2250 en tant qu'outil efficace et indispensable à la participation des jeunes aux processus de paix.</p> <p>Organiser une formation des autorités politico-administratives et militaires sur la résolution 2250 car beaucoup d'entre elles ne connaissent pas la pertinence de cet outil.</p>
Autorités locales des zones frontalières		Niveau régional / Afrique
<p>Garantir l'inclusion légale des jeunes dans le processus de rétablissement de la paix et de la justice transitionnelle.</p> <p>Élaborer des stratégies visant à inclure les jeunes dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable et de la paix, cette responsabilité incombant aux autorités locales et nationales.</p> <p>Établir des liens de collaboration étroits avec les organisations de jeunesse, indépendamment de la tribu et de l'ethnie, afin d'identifier et de traiter les causes profondes des conflits dans les zones frontalières.</p> <p>Appuyer les jeunes de la manière la plus équitable et la plus durable possible dans leurs activités de promotion et de consolidation de la paix.</p>		<p>La CIRGL doit établir un décret ou une couverture légale permettant aux jeunes de la région de la GLR de se rencontrer et d'avoir un dialogue permanent.</p> <p>La CIRGL doit mettre en place un centre de dialogue transfrontalier permanent permettant aux jeunes de se rencontrer pour discuter des questions suivantes : pacification, résolution des conflits, cohésion sociale, esprit d'entreprise, commerce transfrontalier et consolidation de la paix.</p>





RECOMMANDATIONS - BURUNDI

ONGI / Donateurs	OSCs et initiatives menées par les jeunes	Communauté internationale / ONU
<p>Entretenir des relations étroites et constantes avec les organisations de jeunes et soutenir leur travail.</p> <p>Investir dans des programmes de dialogue parents-enfants pour gérer les conflits.</p> <p>Investir dans la création de centres professionnels et de systèmes d'entrepreneuriat pour aider les jeunes à acquérir des compétences et des professions qui leur permettent de gagner leur vie (en faisant une analyse du marché et des besoins).</p>	<p>Organiser des programmes de développement des capacités pour les jeunes actifs dans la société civile afin d'affiner leurs compétences en planification et en gestion de projet pour la consolidation de la paix.</p> <p>Augmenter le nombre et la portée des activités de construction de la paix.</p> <p>Sensibiliser à l'agenda de la JPS.</p> <p>Créer conjointement des jeux et des activités pour tous les âges afin d'en apprendre davantage sur la construction de la paix.</p>	<p>Développer des stratégies de plaidoyer pour influencer les autorités nationales à donner la priorité à la mise en œuvre de l'agenda de la JPS.</p> <p>Souligner les réussites dans la mise en œuvre de l'agenda de la JPS en mettant en lumière les projets de jeunesse.</p> <p>Sensibiliser à l'agenda de la JPS, en se concentrant sur les OSC et les organes locaux et nationaux.</p>
Autorités locales des zones frontalières	Niveau national	Niveau régional / Afrique
<p>Accroître les connaissances et les compétences du personnel sur l'agenda de la JPS et sur le soutien qu'il peut apporter aux jeunes pour la réalisation de l'agenda en accord avec eux.</p> <p>Encourager le travail des jeunes dans la mise en œuvre du programme de la JPS.</p> <p>Créer des centres professionnels et des opportunités d'entrepreneuriat pour les jeunes qui les aident à devenir financièrement indépendants en fonction des besoins du marché.</p>	<p>Mettre en place une politique de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du programme de la JPS aux niveaux national et infranational.</p> <p>Créer des opportunités égales pour que des représentants des jeunes de tout le pays, y compris de la zone frontalière, puissent représenter leurs pairs dans les ministères et les institutions, en particulier ceux qui travaillent sur la jeunesse - mais aussi les autres, afin d'éviter le cloisonnement et le népotisme.</p> <p>Promouvoir la mise en œuvre de l'agenda JPS et FPS en les intégrant.</p> <p>Multiplier les coopératives sociales et financières et contrôler leurs performances.</p> <p>Assurer le bon fonctionnement et l'efficacité des centres de jeunesse dans toutes les municipalités du pays.</p>	<p>Encourager les membres de l'Union africaine à se concentrer sur la création d'opportunités pour les jeunes et à investir dans les jeunes des régions frontalières par la mise en œuvre de tous les piliers de l'agenda JPS.</p> <p>Définir des politiques et des cadres pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du programme de la jeunesse.</p> <p>Développer une plateforme officielle de l'Union africaine et/ou de la CIRGL pour que les jeunes de différents pays puissent échanger sur la protection de la jeunesse.</p>

ANNEXE 1 - TABLEAUX

BURUNDI



Nombre de participants par région

Région	Zone	Discussions de groupe avec les représentants des entités				Discussions de groupe avec les jeunes	
		M		F		M	F
		ADULTES	JEUNES	ADULTES	JEUNES		
MUTIMBUZI	Rubirizi	1	3	1	7	5	5
	Maramvya	2	3	-	6	4	3
	Gatumba	4	3	3	1	6	6
	Rukaramu	3	3	4	1	5	5
GIHANGA	Gihanga	2	4	8	1	8	5
	Buringa	2	5	4	4	9	6
SOUSTOTAL		14	21	20	20	37	30
TOTAL		75				67	
TOTAL - Femmes de plus de 35 ans						14	
TOTAL - Hommes de plus de 35 ans						20	
TOTAL - Femmes de moins de 35 ans						50	
TOTAL - Hommes de moins de 35 ans						58	
TOTAL - Jeunes						108	
TOTAL						142	

Participants adultes atteints selon leur représentation

Institutions	Représentation	Nombre	Genre
Religion	Islam	1	Hommes
	Catholique	1	Femmes
	Pentecôtiste	1	Femmes
	Fecabu	1	Femmes
Administration locale	Chef de zone	1	Hommes
	Chef de colline	2	Hommes/Femmes
Autres	Chefs de communauté	2	Hommes/Femmes
	Aînés	1	Hommes
	Responsables communautaires	1	Femmes
	Comité de sécurité conjoint	1	Hommes



OUGANDA



1.1 Nombre et noms des régions/villages/établissements impliqués dans la recherche de terrain

L'équipe de recherche a mené la recherche sur le terrain et les entretiens dans cinq zones comprenant 15 villages des camps de réfugiés de Rhino Camp situés dans les districts de Terego et Madi Okollo, et deux districts en dehors de Rhino Camp dans la sous-région du Nil occidental de l'Ouganda ont été atteints comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

S/N	Nom des zones/autres districts en dehors du camp de rhinocéros	Nom des villages	Nombre d'entretiens menés	Nombre de discussions de groupe
1.0	Zone Ocea	Ocea A,B,C, Katiku I,II,III	20 (5F & 15M) and KII = 3 (1F & 2M)	Une discussions en groupe avec 11 participants (5F&6M)
2.0	Zone Siripi	Ariwa I,II,III Ariaze and Ngurua	11(6F& 5M)	Deux discussions en groupe avec 20 participants (3F&17M)
3.0	District Koboko	Koboko	KII=1 Male	N/A
4.0	Zone Odubo	Wanyange A & Yelulu	N/A	Deux discussions en groupe avec 22 participants (13F&9M)
5.0	District Kiryandpongo	Bweyale	KII =1Female	N/A
6.0	Zone Omungo	Omugo 4 & 6	KII =1 male	Deux discussions en groupe conduits avec 20 participants (10F&9M)
7.0	Zone Tika	Tika 4	N/A	Une discussions en groupe conduit avec 11 participants (08F&3M).
8.0	Cite Arua	Ceford, Airfield et Arua Hill	KII = 3 (1F&2M)	N/A

1.2 Nombre d'entretiens et de discussions de groupe et nombre de personnes et de leurs groupes de parties prenantes dans les discussions de groupe et les entretiens

Le nombre d'entretiens et de discussions de groupe menés dans les cinq zones de 15 villages du camp de réfugiés de Rhino et dans deux districts en dehors du camp, y compris les parties prenantes et leur sexe, est clairement indiqué dans le tableau ci-dessous.

Categorie	Nombre de personnes			Les parties prenantes qui ont participé
	Homme	Femmes	Total	
Interviews individuelles	20	11	31	Jeunes, jeunes commerçants
Entretiens avec des informateurs clés	06	03	09	Fondateurs d'organisations dirigées par des jeunes réfugiés, ONG, représentants d'entreprises privées
Discussion en groupe	45	39	84	Jeunes, représentants des jeunes des comités d'aide aux réfugiés,
Total	71	53	124	

1.3 Nombre d'entretiens dans chaque langue

Categorie	Langue	Frequence
Entretien	Anglais	28
	Arabe simple	02
	Nuer	04
	Bari	06

ANNEXE 1 - TABLEAUX

RDC



Répartition des participants à la recherche par âge

Age	Individus
18-25 ans	35
25-35 ans	106
35-45 ans	9
Total	150

Répartition des participants à la recherche par genre

Genre	Individus
Hommes	96
Femmes	54
Total	150

Données par région

Individus		Région		
		Bunagana	Uvira	Bukavu
Genre	Male	26	32	38
	Female	24	18	12
	Total	50	50	50
Age	18-25 ans	10	13	12
	25-35 ans	39	33	34
	35-45 ans	1	4	4
	Total	50	50	50

ANNEXE 2 - QUESTIONS DE RECHERCHE

Burundi



- En tant que jeunes habitant la région frontalière, quels défis avez-vous rencontrés dans la construction de la paix ?
- Quelles actions menez-vous dans le cadre du travail de construction de la paix ?
- Les jeunes sont-ils représentés dans les organes de décision ?
- Connaissez-vous l'agenda JPS et la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies ?

Ouganda



Quelles contributions positives à la paix et à la sécurité les jeunes apportent-ils dans la région ?

- Dites-nous ce que signifie la paix selon votre compréhension.
- Qu'est-ce que la sécurité ?
- Comment les jeunes de votre communauté ou de votre région contribuent-ils à la paix et à la sécurité ?
- Pensez-vous que les jeunes sont reconnus par les anciens et les politiciens et pourquoi ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi ? Et que font-ils lorsqu'ils ne sont pas reconnus ?

Quels sont les principaux défis en matière de sécurité, de justice et de conflits auxquels les jeunes sont confrontés dans la région ?

- Quels problèmes d'insécurité et d'injustice rencontrez-vous dans votre communauté ou dans cette région ?
- Selon vous, quelles sont les questions conflictuelles qui surgissent habituellement dans les régions et quelles sont les causes de ces conflits ?
- Connaissez-vous d'autres personnes qui sont dans la même situation que vous ? Leur situation est-elle pire ou meilleure ?

Quelles autres initiatives les jeunes peuvent-ils explorer pour promouvoir la paix et la sécurité dans la région ?

- Que faites-vous pour promouvoir la paix dans votre communauté et dans la région ?
- Quelles sont les initiatives mises en place pour les jeunes de la région et de la communauté en général ?
- Selon vous, que peuvent faire les gouvernements pour promouvoir les efforts des jeunes dans la région ?
- Comment les gouvernements peuvent-ils s'attaquer aux injustices et à l'insécurité dans la région ?
- Comment les jeunes et les autres parties prenantes peuvent-ils travailler ensemble pour promouvoir la paix et la sécurité dans la région ?

ANNEXE 2 - QUESTIONS DE RECHERCHE

RDC



- Comment les jeunes participent-ils à la transformation et à la résolution des conflits ?
 - Selon vous, avez-vous une connaissance approfondie de la prévention et de la résolution des conflits ?
 - Quelles possibilités les jeunes des différentes zones frontalières ont-ils de s'engager dans des activités culturelles et un dialogue constructif en faveur de la paix ?
 - Quels obstacles les jeunes rencontrent-ils dans la mise en œuvre du programme de la JPS ?
 - Quelle relation existe-t-il actuellement entre les jeunes des zones frontalières et les autorités ?
 - Que suggérez-vous pour qu'il bénéficie d'un soutien suffisant de la part des autorités gouvernementales dans le processus de mise en œuvre de la construction de la paix ?
 - Les autorités politico-administratives couvrent-elles les jeunes dans le processus de consolidation de la paix.
 - Quelle relation existe-t-il actuellement entre les jeunes des zones frontalières et les autorités ?
 - Selon vos observations, quelles sont les causes profondes des conflits dans les zones frontalières ?
 - Que proposez-vous pour que la paix soit enfin une réalité dans les zones frontalières ?
-



LES JEUNES AUX PÉRIPHÉRIES:

Renforcer le rôle des jeunes dans la paix
dans la région des Grands Lacs

